

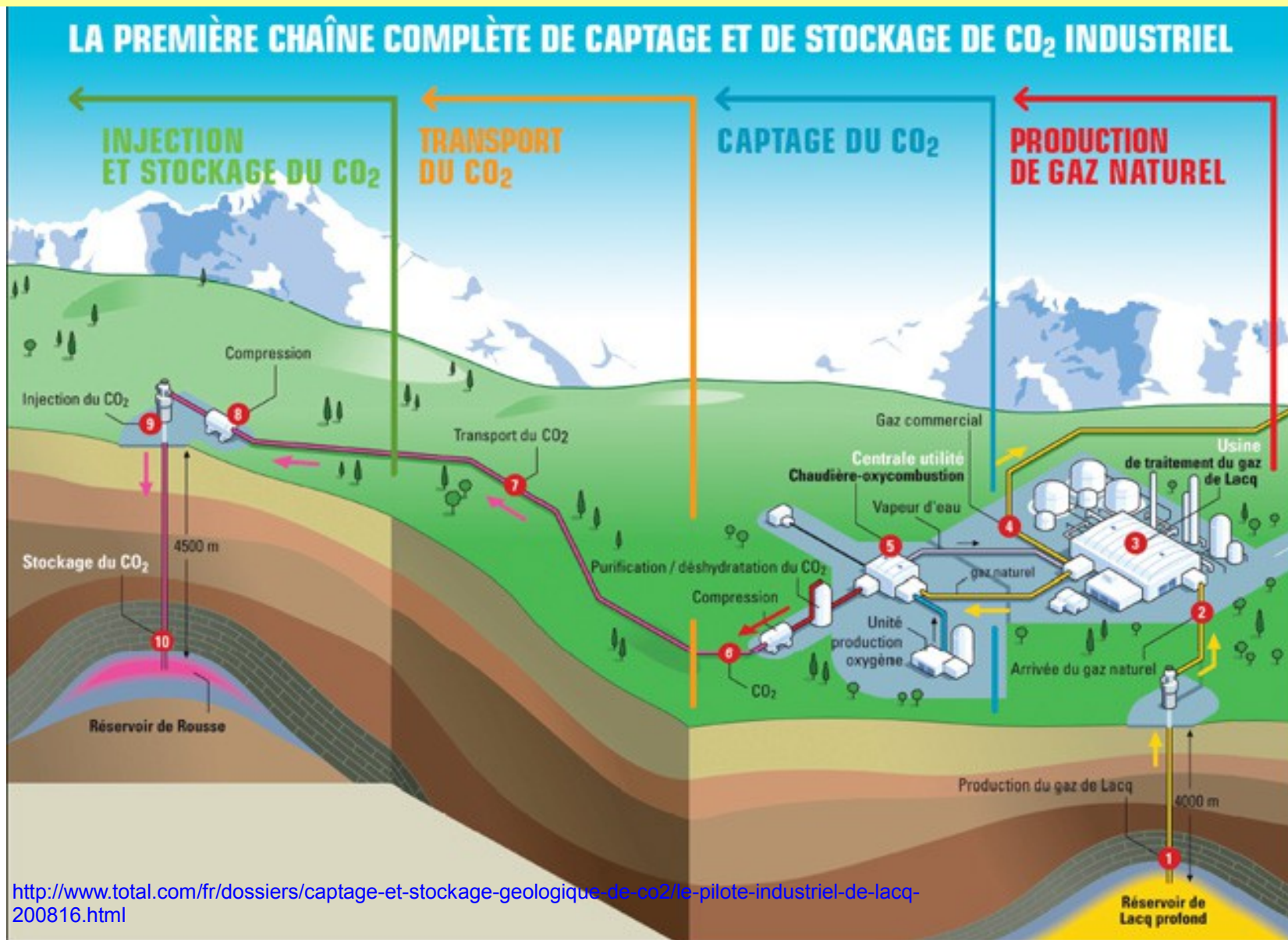


Séminaire CIRED, 11 juillet 2013

L'expérimentation du CSC à Lacq vue
par le journal quotidien régional « Sud Ouest »
2005-2013

Gilles Mardon, Minh Ha-Duong

Le projet de CSC expérimental à Lacq :



« Depuis début 2010, nous testons à Lacq, dans le sud-ouest de la France, une chaîne complète de captage stockage de CO₂ industriel : extraction, traitement et oxycombustion du gaz naturel, récupération et traitement du CO₂, puis transport et enfin stockage à plus de 4 000 m de profondeur dans un réservoir de gaz épuisé. Une des premières mondiales.

Ce démonstrateur doit permettre en 2010 et 2011 de capter et piéger un volume de CO₂ de l'ordre de 100 000 tonnes.

Sa mise en service a été précédée d'une large concertation avec les parties prenantes locales : riverains, élus et acteurs économiques, sociaux et associatifs de la région, scientifiques... Des procédures de suivi ont été mises en place sous le regard d'experts indépendants, afin d'évaluer les résultats et les impacts du projet. Fin 2011, notre pilote a obtenu un permis de prolongation de dix-huit mois. »

<http://www.total.com/>

(site consulté le 2 juin 2013)

PLAN

- **Méthode**
 - **Le corpus**
 - **Codage**
 - **Représentation graphique**

- **Périodisation**
 - ***Période 1* :** **implémentation « politique » du projet et territorialisation**
 - ***Période 2* :** **implémentation opérationnelle de l'expérimentation**
 - ***Période 3* :** **le tournant « géosciences » : énergies nouvelles (chaleur fossile...)**

1. Méthode

Observer le débat public à partir de la stratégie éditoriale de la presse régionale.

1.1 Le corpus : exhaustif dans Sud Ouest



<http://www.sudouest.fr>

La une de Sud Ouest
(publicité en ligne pour
s'abonner)

128 articles

Durant toute la *durée du projet de mi-2005 à mi-2013* (fin expérimentation).

Dans édition générale ou locale.

Accès en ligne selon mots-clés faisant référence au CSC et à l'expérimentation de Lacq.

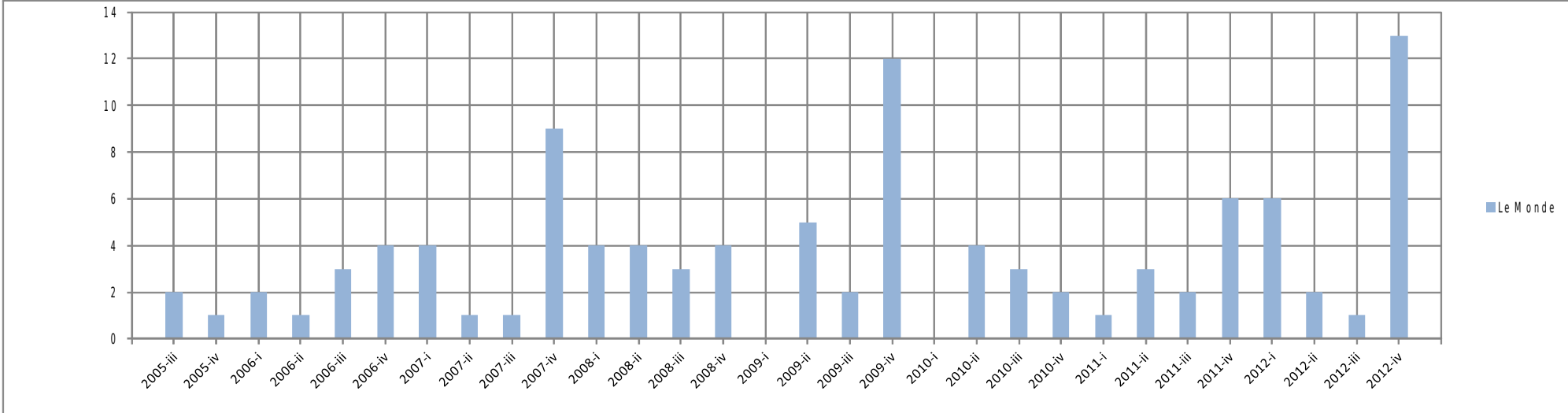
Faux doublons conservés pour l'analyse.

Longueur des articles : moyenne 320 mots, minimum 40, maximum 1410.

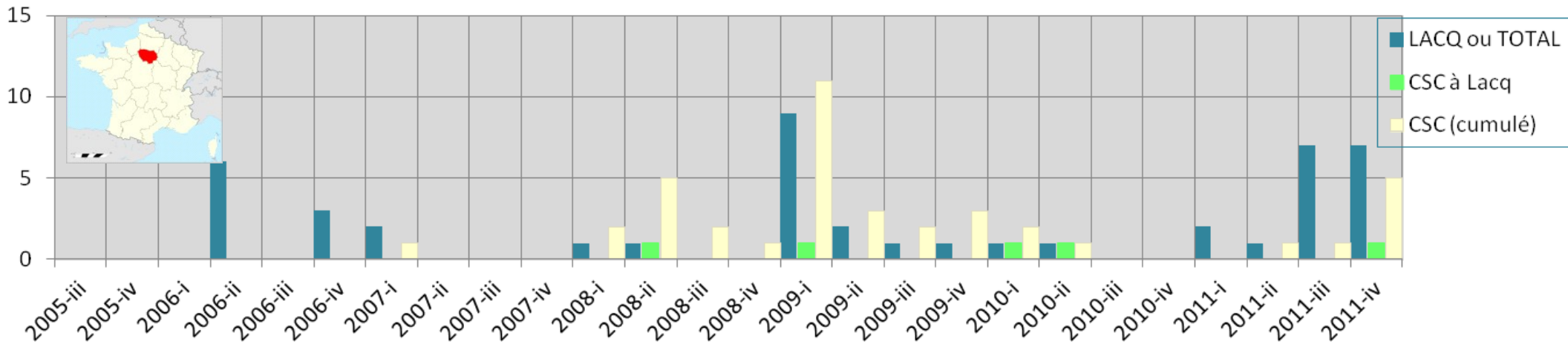
Pourquoi *Sud Ouest* ?

- Quotidien dominant en région Aquitaine.
- La presse nationale ne suit pas le projet.
- La presse des autres régions non plus.

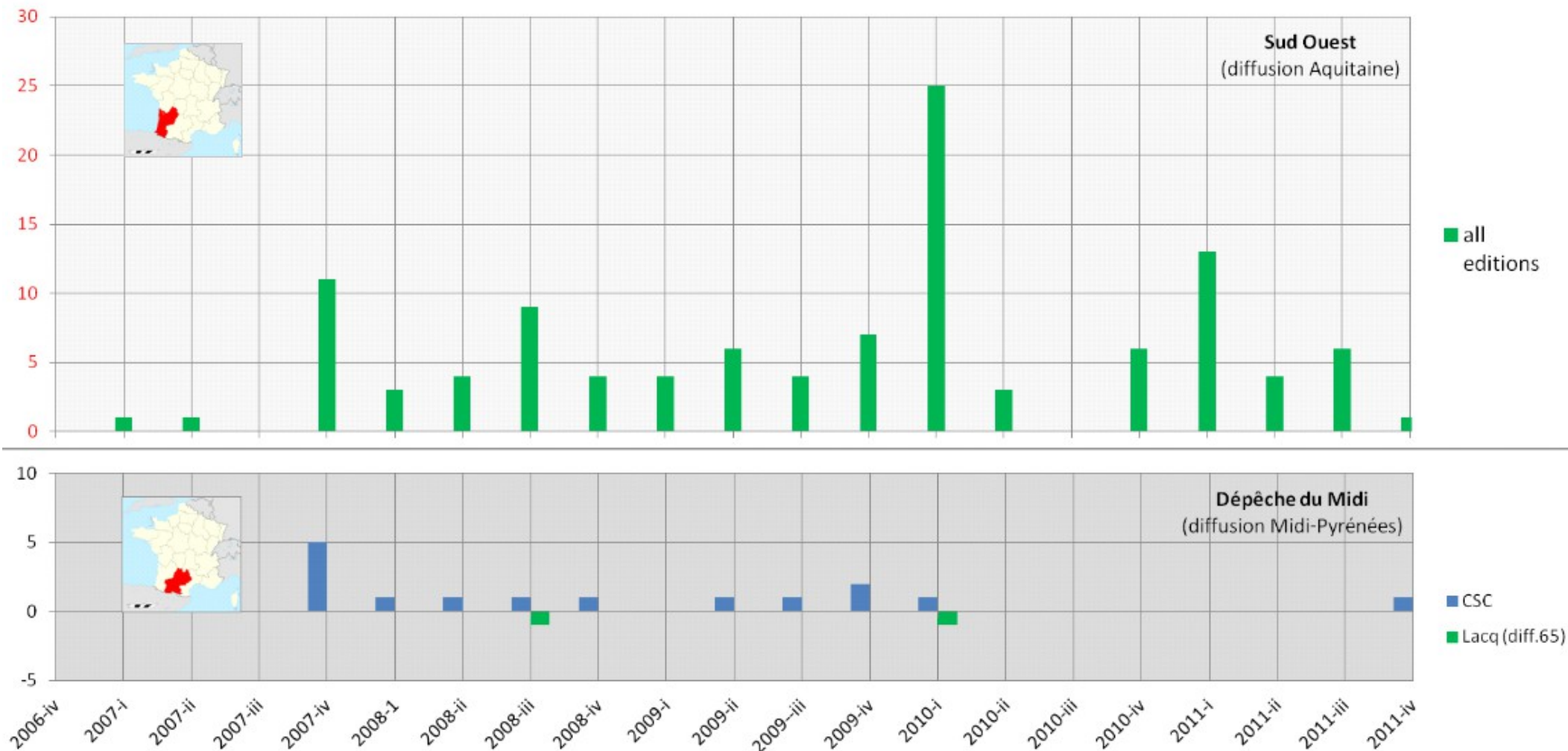
La presse nationale : nombre d'articles relatifs au CSC dans *Le Monde*



Désintérêt de la presse extra-régionale : *le Parisien*



Désintérêt de la presse extra-régionale : *Sud Ouest* contre la *Dépêche du Midi*



1.2 Méthode d'analyse

- Une démarche *d'inspiration* textométrique par codage des articles
 - Date
 - Diffusion : édition générale ou locale
 - Contenu

Grille de codage

Date: résolution *trimestrielle*

Edition : Générale, locale Béarn, locale ailleurs

Contenu : étape d'un processus de décision politique :

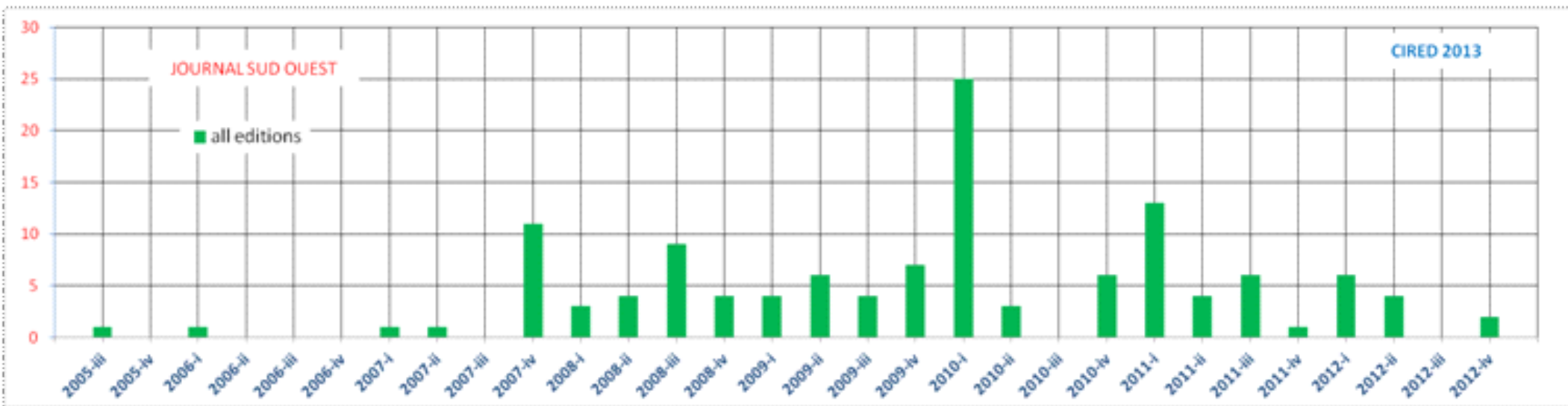
- projet
- positions (réactions au projet)
- débats et procédures de débat (préparation de la décision)
- décision et implémentation

Audience générale : moins d'articles et contenu différent

	News contents :				
« SudOuest »	Project framing	Stances & demonstrations	Debates issues & procedures	Implementations & decisions	Base total :
General editions*	6 [9]	13 [24]	2 [2]	8 [10]	29 [45]
Local areas editions	21	40	10	11	82
Base total :	27 [30]	53 [64]	12 [12]	19 [21]	111 [127]




*Nombre d'articles mentionnant le CSC dans le journal Sud Ouest, selon le type d'édition et leur valeur de contenu, dans la période 2005-2012 : * Les nombres entre crochets incorporent les articles « web only »*

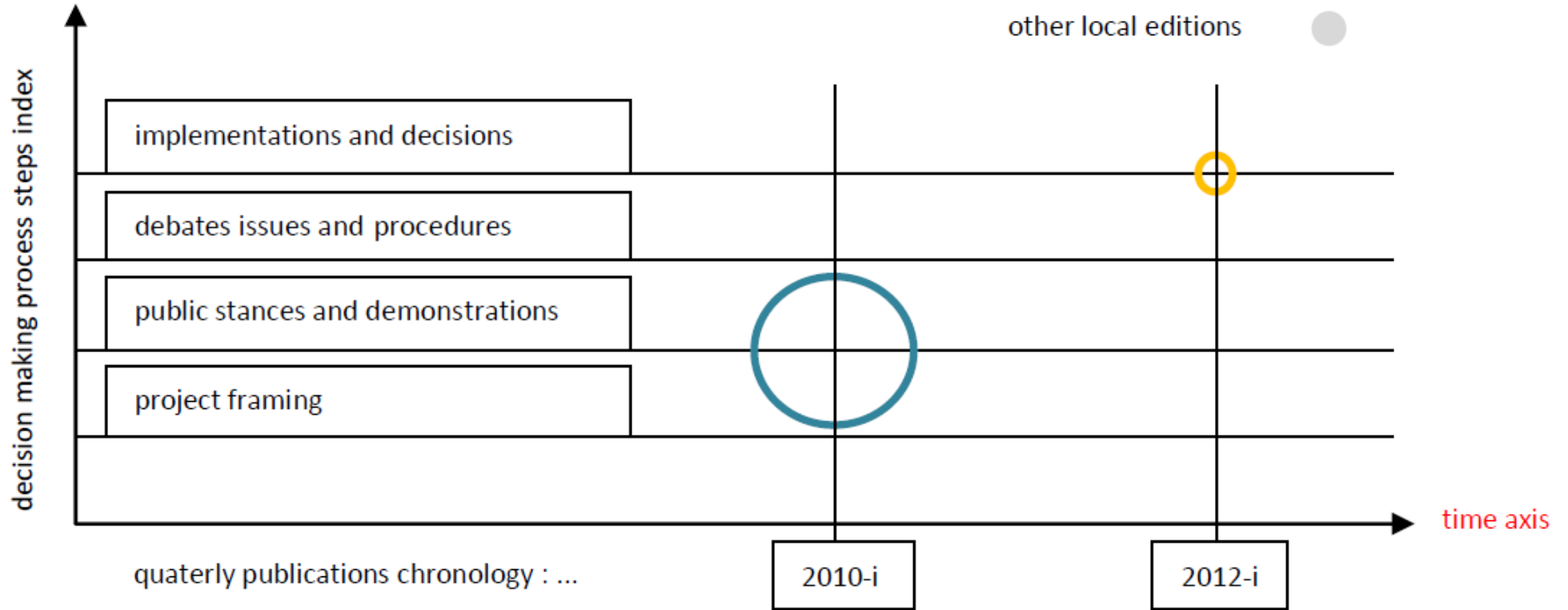
Nombre d'articles par trimestre



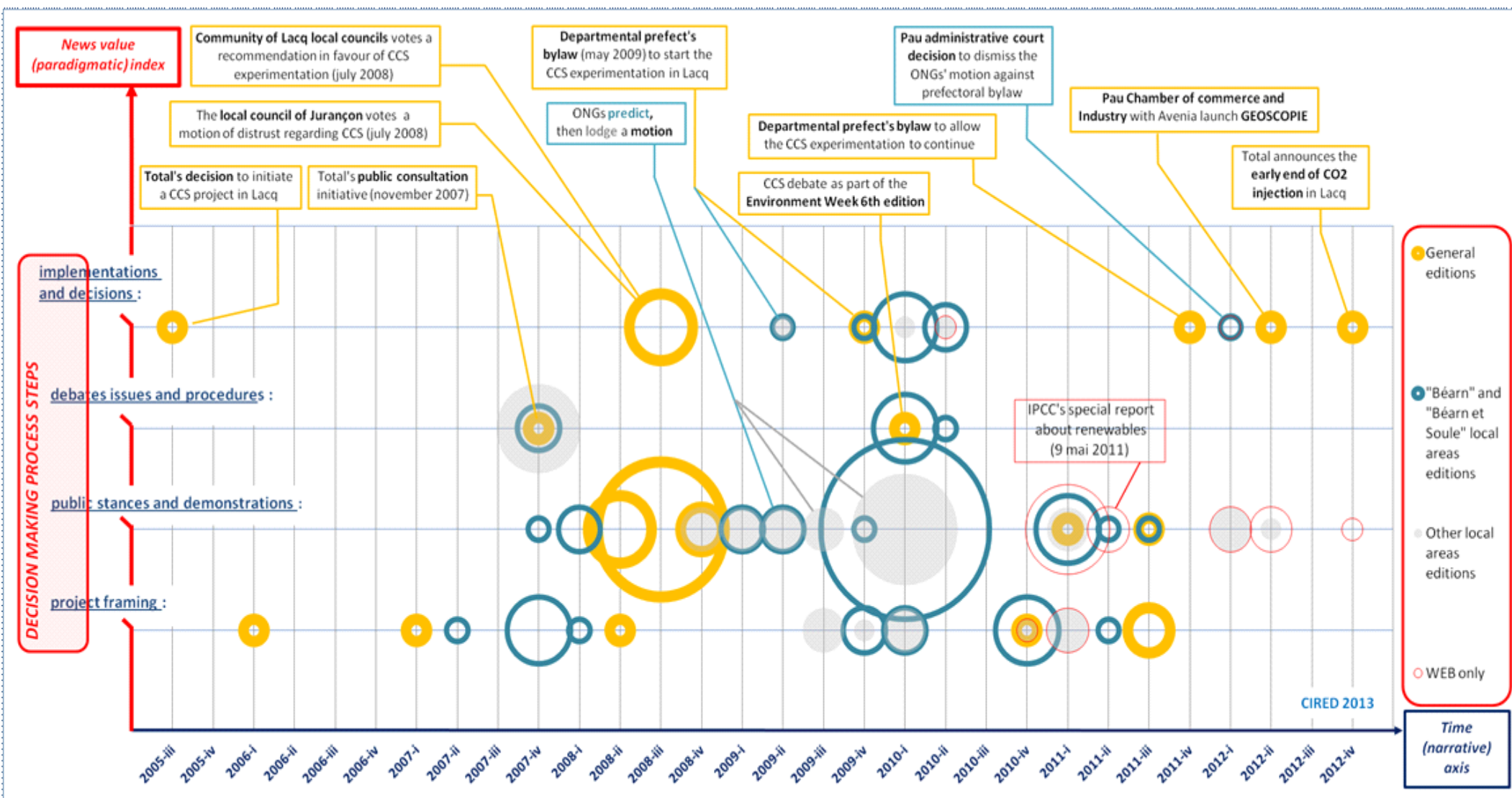
1.3 Représentation graphique selon 3 paramètres

newsworthiness
paradigmatic axis

general editions 
B&S local edition 
other local editions 



Le CSC dans *Sud Ouest*, 2005-2013



Périodisation :

2005-2008

1. Concertation

2009-2010

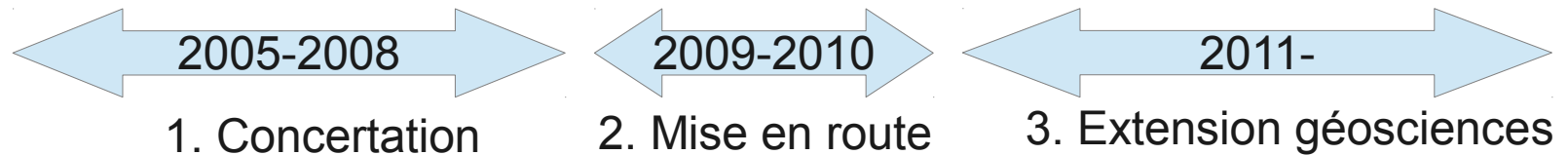
2. Mise en route

2011-

3. Extension géosciences

2. Résultats

Un découpage en 3 périodes



2.1 Période 2005 – 2008 : La concertation

Phase « politique » de l'implémentation régionale du CSC

2005-iii → **2007-iv** : peu d'articles. Pic d'actualité dans la presse nationale en 2007-ii (puis en 2007-iv) : débuts de mise en place d'un développement du CSC, coordonné à un niveau international et politique (européen notamment).

à partir de **2007-iv**, avec un nouveau pic dans la presse nationale, l'actualité du CSC émerge dans la presse d'Aquitaine jusqu'alors peu concernée : dénotant un processus politique « top down ».

2007 : Total lance le projet dans le contexte d'une politique publique coordonnée au niveau international, avec un plan d'action local :

- en plein pic d'actualité « CSC » dans la presse nationale, Total lance la **concertation locale** autour de son projet, information publiée dans **l'édition générale de Sud Ouest** courant 2007-iv.
- Sud Ouest continue à développer cette actualité **dans l'édition générale, régionale**, jusqu'en 2008-iv : enquête publique (avis favorable en octobre 2008), procédure en cours pour l'obtention du permis d'injection en sous-sol du CO2...

Mais des attentes en suspens

Les membres de l'**association Coteaux de Jurançon Environnement** dénoncent l'enquête publique favorable au projet, et préparent une action en justice : *« Notre association a demandé qu'une contre-expertise soit réalisée par un laboratoire indépendant »*, [réagit la présidente de l'association]. *« Mais, surtout, nous avons demandé qu'un débat national soit tenu sur le principe de l'injection du CO₂. »* L'association attend aujourd'hui de connaître l'avis du préfet. S'il est favorable au projet, elle compte intenter une action devant le tribunal administratif. » SudOuest, CO₂ sous terre : l'avis favorable aiguise le débat, 10 décembre 2008, édition du Gers, puis 2 janvier 2009, édition du Pays basque.

2.2 Période 2009-2010 : La mise en route

Phase « opérationnelle » de l'implémentation locale du CSC

2009 – 2010 : l'**actualité** du projet ne se développe plus que « **localement** », principalement dans **l'édition Béarn & Soule**.

Difficultés de terrain pour Total

- **Opposition des ONG locales** qui annoncent puis déposent **courant 2009** un **recours contre le permis préfectoral** autorisant l'injection souterraine de CO₂
- **Pépins et contre-temps techniques** aussi, qui retardent l'injection et conduisent Total à demander (2010) la **prolongation de permis** pour réaliser le programme.

Contexte politique général devenant plus difficile à la **fin 2009** : un nouveau « pic d'actualité » relatif au CSC dans la presse nationale avec le fiasco de Copenhague, pas de marché mondial du carbone, et le retoquage de la taxe carbone à la française.

L'enjeu des risques locaux du CSC

« Voici quelques jours, la commission d'enquête constituée sur le projet d'enfouissement par Total de dioxyde de carbone (CO₂) dans le sous-sol de Jurançon a donné un avis favorable au projet. Les points de vue sur le sujet restent cependant partagés. Géophysicien, Jacques Jacobs dirige le site palois de l'Institut français du pétrole, qui a fourni un avis technique sur le projet au groupe Total. Contacté par « Sud Ouest », il explique pourquoi, à ses yeux, celui-ci ne présente pas de risque pour les riverains. (...) » SudOuest, 2 janvier 2009, CO₂ sous terre : l'avis favorable aiguise le débat, édition du Pays basque ; et auparavant le 10 décembre 2008, édition du Gers.

L'enjeu « glocal » :

« ... L'enjeu de ce dossier n'est pas mince. Localement, il suscite l'opposition de Coteaux de Jurançon Environnement, une association de riverains qui dénonce les risques d'accident. Plus généralement, ce « pilote » est la traduction grandeur nature d'une technologie qui vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre. » In SudOuest, 27 mai 2009, CO₂ : le projet de Lacq avance, édition de Périgueux.

2 colloques : Bordeaux (oct . 2010) sur le Développement durable ; Pau (nov.2010), colloque spécialisé de 3 jours sur le stockage géologique.

L'inauguration

11 Janvier 2010 :

L'inauguration officielle du pilote de CSC de Lacq.

Inauguration des installations de captage et de stockage de CO2 à Lacq (France) le 11 janvier 2010 : Valérie Letard, Secrétaire d'État aux Technologies vertes, et Christophe de Margerie, Directeur Général du Groupe Total. →

« Aujourd'hui, la valeur ajoutée de Total réside dans notre capacité à exploiter des ressources de plus en plus complexes à tout point de vue : innovations techniques, impacts environnementaux, acceptabilité sociétale, contextes politiques... »

→ Photographie, légende, et citation : **Le journal des actionnaires, printemps 2010, Total.**



Le pilote de stockage de dioxyde de carbone dans le sous-sol de Jurançon a été inauguré hier. C'est une première en Europe

Deux mains qui appuient sur un bouton rouge symbolique, et un « buzz » qui retentit, comme on le verrait dans un jeu télévisé. Sauf que cette sonnerie-là consacre un investissement de 60 millions d'euros.

Le premier pilote européen de captage, transport et dioxyde de carbone (CO2) a été inauguré hier à Lacq par Christophe de Margerie, directeur général de Total, et Valérie Létard, secrétaire d'État chargée des technologies vertes et des négociations sur le climat.

« Notre priorité est de fournir de l'énergie à nos clients, mais aussi de leur amener une énergie plus propre » a rappelé le responsable du groupe pétrolier.

En indiquant que la technologie qui sera testée pendant deux ans dans les Pyrénées-Atlantiques, permettra d'évaluer les performances, mais aussi le coût du captage du gaz à effet de serre émis par un site industriel, de son transport et de son enfouissement dans le sous-sol, celui de Jurançon en l'occurrence.

Cette méthode, sur laquelle la société Air Liquide a également travaillé, devrait ensuite être développée en France, en Europe, voire à une échelle plus large.

Car on estime qu'elle pourrait concerner à terme 30 % des émissions mondiales de CO2. Bref, c'est « une étape majeure » qui vient d'être franchie en Béarn, affirme Christophe de Margerie. (...)

Le CO2 dans le sous-sol : c'est parti ! Sud Ouest, 12 Janvier 2010 | Auteur : Jean-Jacques Nicomette | éd. Béarn & Soule

2.3 Période 2011- : L'extension aux géosciences

- CSC à Lacq : No news is good news
- Inscription progressive du CSC dans une stratégie de développement local basée sur les géosciences

Le projet continue, les manifs aussi



Climat : pour la fin de la politique de l'autruche..., SudOuest, 14 mars 2011, [Pau](#), [photo guillaume bonnaud](#), édition du Gers + web



L'association paloise pour la défense du climat Coclipau et Coteaux de Jurançon Environnement appelaient au rassemblement, samedi matin, place Clemenceau. Un rassemblement conçu pour dénoncer l'expérimentation en cours de stockage du CO2 sous la Chapelle de Rousse, par Total, et les risques qu'on peut craindre pour la population. À la lumière de l'actualité nippone qui montre que l'homme ne peut dompter la nature, les manifestants appelaient à cesser la politique de l'autruche, qui consiste à plonger la tête dans le sable pour ne pas voir le danger. Ils avaient, pour cela, réalisé une autruche à partir de matériaux de recyclage.

Total veut un délai pour capter et stocker le CO2, SudOuest, 23 août 2011, [toutes éditions +web](#)
[En janvier 2010, l'inauguration du pilote industriel à Lacq avait été houleuse.](#) [PHOTO Luke Laissac](#) →

L'entreprise assure que le captage et l'injection souterraine de CO2 sont aujourd'hui réalisés au rythme de 200 tonnes par jour, « une quantité conforme à notre prévisionnel ». Mais le retard accumulé et la marge nécessaire pour mener l'opération à son terme la conduisent à réclamer un délai à l'administration. « **Il faut qu'on ait un retour d'expérience suffisant** ».(...)

Cette perspective déplaît fortement à l'association de riverains Coteaux de Jurançon Environnement, qui s'émeut du danger potentiel de fuite sur les canalisations ou sur le puits.(...) L'association, qui a introduit un recours contre l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation, réclame une expertise indépendante sur le dossier.

Il n'est pas sûr que ce soit là le principal obstacle dressé sur la route de Total. L'absence de toute percée sur la mise en place d'un marché international unifié du carbone est autrement préoccupante. (...)

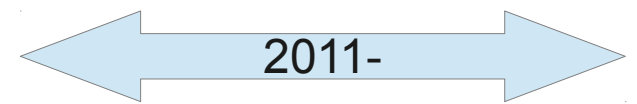
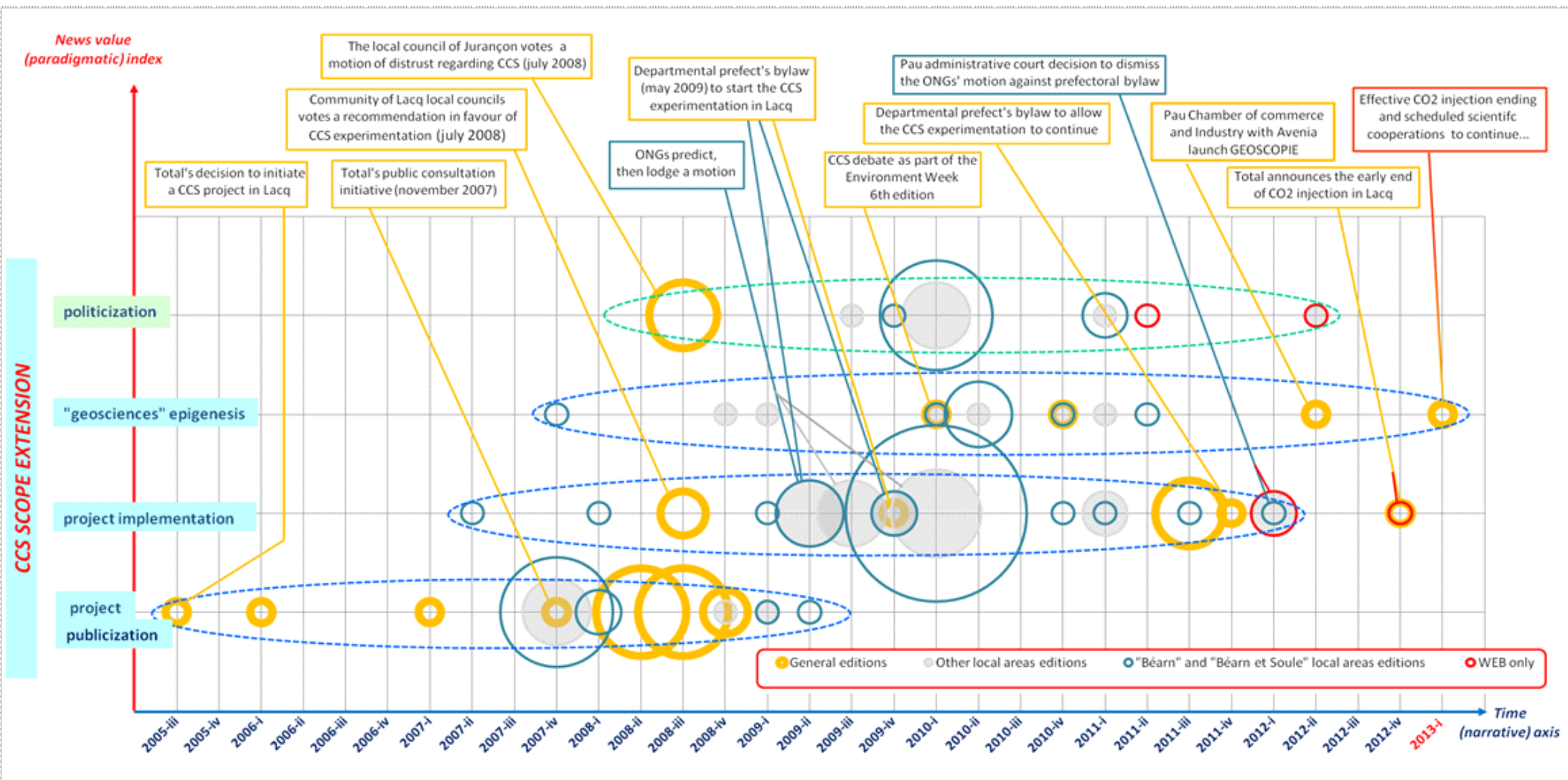


Total rectifie " il n'y a jamais eu de fracturation hydraulique " à Lacq (64)

FR3 Aquitaine 15 novembre 2012

© France 3 Aquitaine Bassin industriel de Lacq



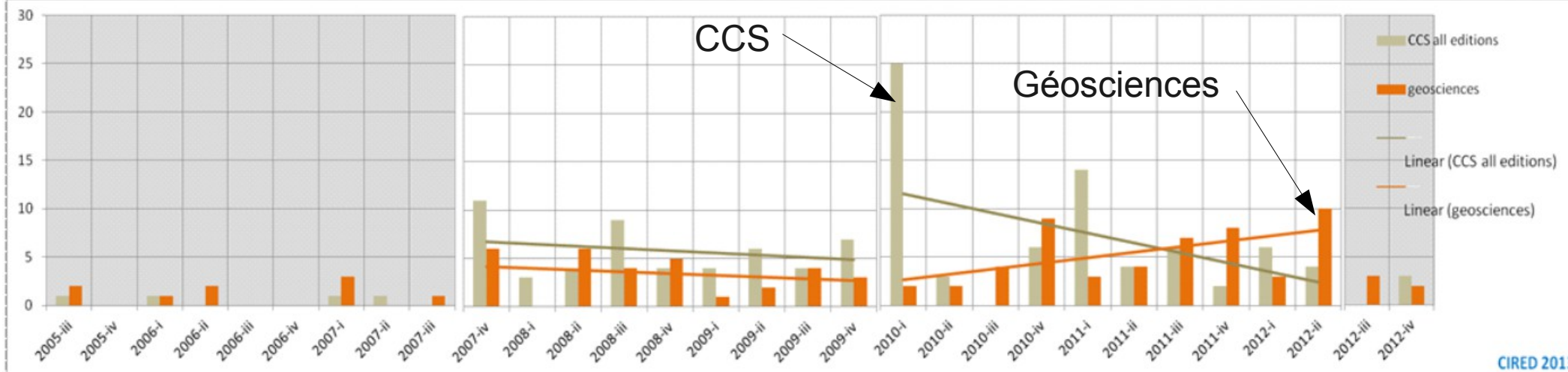


3. Extension géosciences

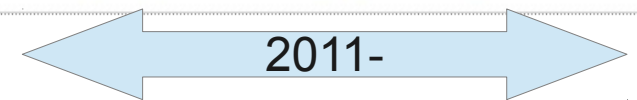
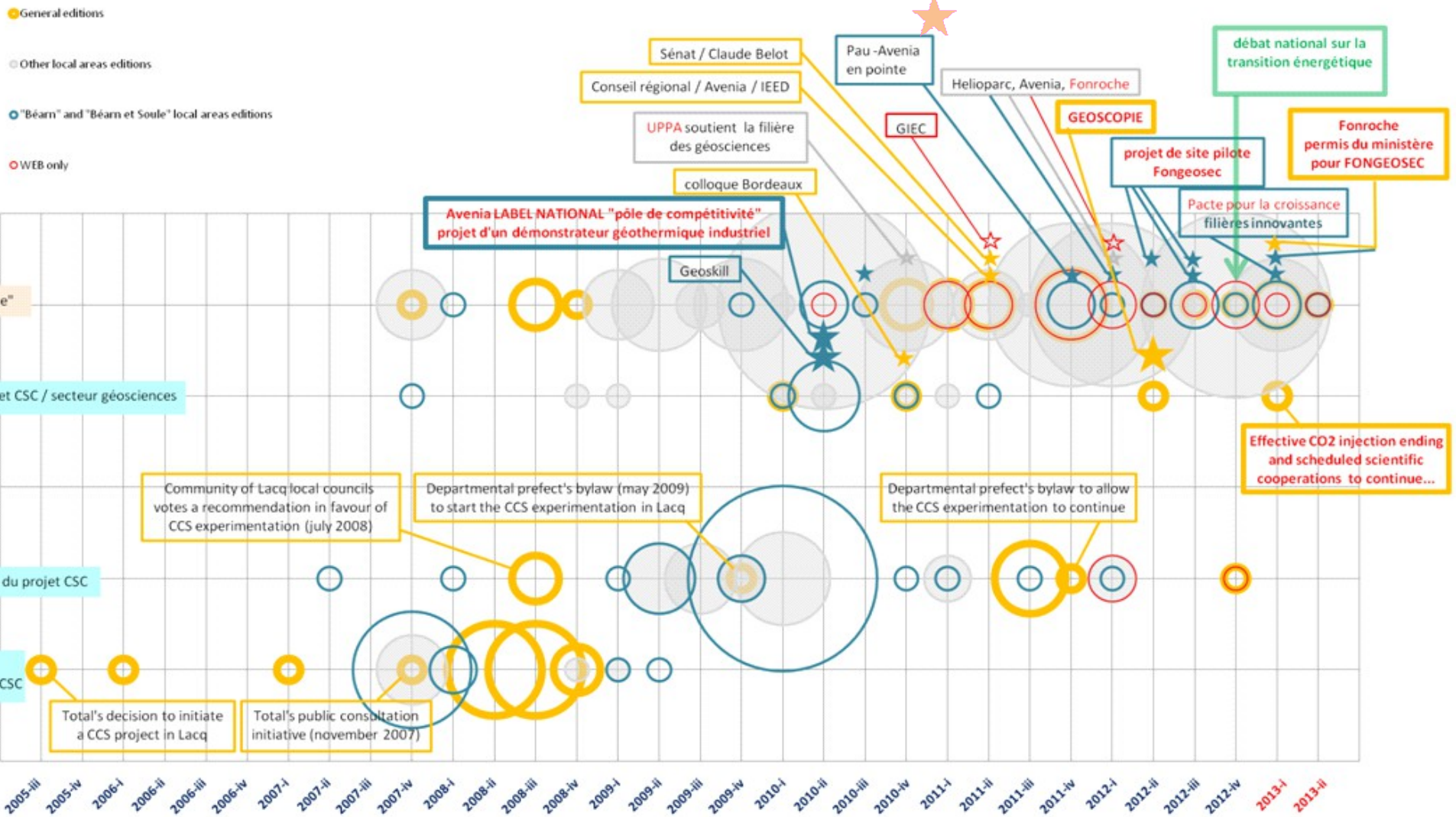
Montée des géosciences et descente du CCS

À partir de 2010, l'espace informationnel attribué aux géosciences tend à se substituer à celui attribué au CSC et à l'expérimentation de Lacq.

Nombre d'articles dans Sud Ouest, toutes éditions.



CCS et Géothermie dans *Sud Ouest*



2011-

3. Extension géosciences

Reconnaissance nationale du pôle de compétitivité AVENIA sur les géosciences



Le ministre Michel Mercier, entre Martine Lignièrès-Cassou, maire de Pau, et Jacques Jacobs, président d'Avenia.

Photo Luke laissac. In Thomas Longué, Le ministre Michel Mercier promet que « l'État sera présent », SudOuest, 26 juin 2010

Les chances de l'Aquitaine sont aussi sous terre

Jean-Jacques Nicomette ,SudOuest, 20 mai 2010

Un label national vient d'être accordé au pôle de compétitivité **Avenia**.

D'ici une quarantaine d'années, les énergies fossiles, comme le pétrole, auront vécu. D'autres énergies devront prendre le relais. L'Aquitaine a une carte à jouer dans ce domaine.

C'est dans cette perspective qu'a été créé le pôle de compétitivité **Avenia**.

Celui-ci regroupe 130 entreprises implantées dans la région, parmi lesquels des géants comme Total, mais aussi des unités de recherches, des universités et des organismes de formation professionnelle. Des activités qui représentent 6 000 emplois directs et 25 000 emplois indirects.

Spécialisé dans l'exploitation du sous-sol, sous toutes ses formes, le pôle, qui est basé à Pau, permet de réunir de multiples savoir-faire. Tant en ce qui concerne l'étude des terrains, l'exploitation des gisements qu'ils recèlent, la conception des matériaux destinés à rechercher ou transporter les produits du sous-sol.

Une force de frappe technologique, qui s'est renforcée : depuis quelques jours, **Avenia s'est vu accorder un label national accordé par l'État. (...)**

Un laboratoire souterrain porté par AVENIA

La labellisation acte les hautes compétences du sud Aquitaine dans les géosciences, en amont d'un potentiel industriel apte à capter sa part de « croissance verte ».

Croissance estimée porteuse de 50 milliards d'euros d'activité et de 280 000 emplois. Localement, l'industrie liée au sous-sol concerne aujourd'hui 120 entreprises et 6 000 emplois.

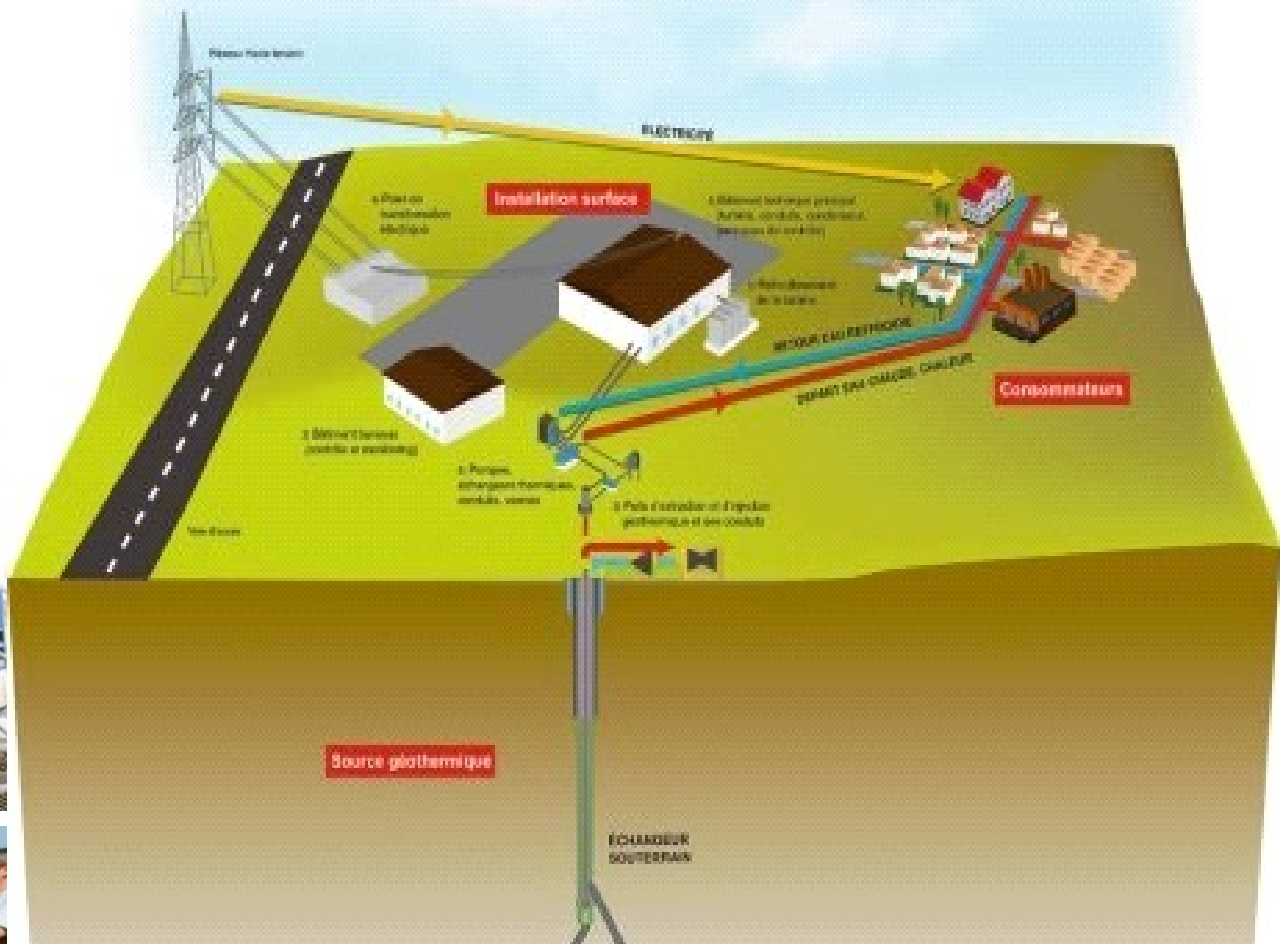
Avenia initie trois projets : un laboratoire souterrain pour le captage du CO₂, site sur lequel viendraient l'industrie et la recherche, la France ayant en la matière « une longueur d'avance », selon M. Jacobs ; un démonstrateur de géothermie industrielle et une plate-forme « géosciences et énergie ». (...)

Thomas Longué, **Le ministre Michel Mercier promet que « l'État sera présent »**, SudOuest, 26 juin 2010

Géothermie

L'eau chaude du sous-sol qui change la vie à Lons, 21/07/2012

Les installations qui seront réalisées par Fonroche sur la zone Induspal. (reproduction «SO»)



Mont-de-Marsan - L'eau dont on se chauffe , 8 avril 2011

Le puits GMM 1, dans le quartier de Nonères, plonge dans une nappe d'eau chaude à près de 2 000 mètres de profondeur et produit une eau autour de 60°C. photo archives pascal bats



La géothermie montoise, un exemple très suivi , 23/05/2012

Les ingénieurs et géologues d'Avenia visitant dernièrement le puits GMM1 de Nonères. (Photo Nicolas le lièvre)



Conclusions

- Fin d'injection en mars 2013,
- Phase de surveillance
- Succès technique et social
- Et au delà :
Rôle dans la stratégie de développement local